

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 080/19/AOO

**Prestation d'enseignement des matières
des cycles de la formation continue de
l'Académie Internationale Mohammed
VI de l'Aviation Civile**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	15
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	5

ARTICLE 11 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	5
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 13 :	DROITS ET TAXES _____	6
CHAPITRE 2 :	CLAUSES TECHNIQUES _____	7
ARTICLE 14 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	7
ARTICLE 15 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	7
ARTICLE 16 :	DUREE DU MARCHE _____	7
ARTICLE 17 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	7
ARTICLE 18 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	7
ARTICLE 19 :	RECEPTION DES PRESTATIONS _____	7
ARTICLE 20 :	DELAJ DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 21 :	PENALITES POUR RETARD _____	8
ARTICLE 22 :	DESCRIPTION DES PRESTATIONS _____	8
ARTICLE 23 :	METHODOLOGIE _____	9
ARTICLE 24 :	: REMUNERATION DES ENSEIGNANTS _____	9
ARTICLE 25 :	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE _____	9
ARTICLE 26 :	LOGISTIQUE DE LA FORMATION _____	10
ARTICLE 27 :	EVALUATION DE LA FORMATION ET OBLIGATION DU PRESTATAIRE _____	10
ARTICLE 28 :	VALIDATION /REMPLACEMENT ET/OU RETRAIT DES ENSEIGNANTS _____	12
ARTICLE 29 :	DOCUMENTATION ET SUPPORT D'ANIMATION _____	12
ARTICLE 30 :	STRUCTURE DE LA FORMATION _____	12

**ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°080/19/AOO**

Le **lundi 02 décembre 2019 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **30 000,00 DHS**.

L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme annuelle TVA comprise de : **2 016 000,00 DHS**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **lundi 02 décembre 2019 à 9h00** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessous **ne sont pas admis**.

**ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 080/19/AOO

**Prestation d'enseignement des matières
des cycles de la formation continue de
l'Académie Internationale Mohammed
VI de l'Aviation Civile**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	15
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 :OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile.**

ARTICLE 02 :MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 :CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 :CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante : <http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 :LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE.**

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

B1. Les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette

attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques et financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 :DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) ;
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues **à l'article 12** du présent règlement de consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit **transmis**, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique**

de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les **attestations de référence originales** ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrée par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations similaires (formations continue diplômantes en cycles de masters et licences professionnels). Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**);

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Fournir la liste des moyens humains à affecter au projet et une démarche de travail pour la réalisation des prestations :

a) Moyens humains proposés pour la réalisation de la prestation :

*Chef d'équipe de projet en qualité d'ingénieur (**BAC + 5**) en aéronautique et disposant au moins d'une expérience de **(05) cinq ans** dans le domaine de la formation supérieure ;

*Formateur par matière ou par module en qualité d'ingénieur (**BAC + 5**) et disposant au moins d'une expérience de **(05) cinq ans** dans le domaine de la formation supérieure en industrie aéronautique

L'évaluation des qualifications des moyens humains sera réalisée sur la base des Curriculum Vitae accompagnés des copies des diplômes. Le CV de chaque expert doit mentionner **la formation, le nombre d'année d'expérience** ainsi que **les missions réalisées dans le cadre de projets similaires** à l'objet du présent appel d'offres.

b) Méthodologie de l'exécution de la prestation

c) DVD-ROM contenant la version numérisée de l'offre technique.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **080/19/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu :

-Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

-Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :

-Adresse du siège social de la société :

-Adresse du domicile élu.....

-Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

-Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)

-N° de patente.....(1)

-N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** en date du

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(**Dénomination de la société**) **(1)**
- b) La société.....(**Dénomination de la société**), pour sa partie dans le groupement **(1)**
- c) La société.....(**Dénomination de la société**) pour le compte du Groupement de sociétés.....(**Dénominations des sociétés membres du groupement**) **(1)**
- d) Le Groupement(**Dénominations des sociétés membres du groupement**) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(**Nom & Prénom de la personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 080/19/AOO relatif à « Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile » (Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° **080/19/AOO** du **lundi 02 décembre 2019**.

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant annuel hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant annuel T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 080/19/AOO**

Objet : Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

Prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité	PU par heure hors TVA en chiffres	PT annuel hors TVA en chiffres
1	Enseignement des matières des cycles de la formation continue	Heure	2400/An		
TOTAL ANNUEL HORS TVA					
TVA 20%					
TOTAL ANNUEL TVA COMPRISE					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 080/19/AOO

**Prestation d'enseignement des matières
des cycles de la formation continue de
l'Académie Internationale Mohammed VI
de l'Aviation Civile**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 : RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS	5
ARTICLE 09 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 11 : CAS DE FORCE MAJEURE	5
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 14 : MAÎTRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 15 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX	7
ARTICLE 16 : DURÉE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 17 : MODALITÉS DE PAIEMENT	7
ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 19 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 20 : DÉLAI DE GARANTIE	8
ARTICLE 21 : PÉNALITÉS POUR RETARD	8
ARTICLE 22 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 23 : MÉTHODOLOGIE	9
ARTICLE 24 : : RÉMUNÉRATION DES ENSEIGNANTS	9
ARTICLE 25 : SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 26 : LOGISTIQUE DE LA FORMATION	10
ARTICLE 27 : ÉVALUATION DE LA FORMATION ET OBLIGATION DU PRESTATAIRE	10
ARTICLE 28 : VALIDATION /REMPLACEMENT ET/OU RETRAIT DES ENSEIGNANTS	12
ARTICLE 29 : DOCUMENTATION ET SUPPORT D'ANIMATION	12
ARTICLE 30 : STRUCTURE DE LA FORMATION	12

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 4) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 5) Le CCAG-EMO;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Pour l'exécution du présent marché, le prestataire reste soumis aux prescriptions définies par :

- le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National Des Aéroports, **approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015** ;
- le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (CCAG EMO) exécutés pour le compte de l'Etat;
- les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le concurrent ne peut se prévaloir dans

l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 17 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux de Casablanca « Maroc » statuant en matière administrative.

ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des

obligations et contrats, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du C.C.A.G.EMO.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises :

- ❖ à l'impôt sur les sociétés au taux de 10% sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les entreprises originaires de pays ayant signés avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20% sur le prix de ces prestations

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est l'**Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile (AIAC)**.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 16 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est valable pour une durée d'**une année**, à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Le contrat sera reconduit d'année en année par tacite reconduction sur **une durée globale de trois (3) ans**, sauf résiliation formulée par l'une des parties sous préavis de trois mois par lettre recommandée.

ARTICLE 17 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements et les réceptions seront effectués partiellement à la fin de chaque mois de la réalisation de prestation.

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G. EMO

b) **Retenue de garantie** : Par dérogation à l'article 40 du CCAG EMO, aucune retenue de garantie ne sera exigée.

Le cautionnement définitif sera libéré sur présentation du Procès-verbal d'achèvement de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 19 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Il sera procédé par l'ONDA aux réceptions des prestations de formation réalisées à la fin de chaque élément de module, sur présentation des supports de cours, des fiches de présence, des états de rémunération des intervenants, des fiches d'évaluation, ainsi que tout autre document se rapportant à la réalisation de la prestation.

La réception des prestations sera effectuée conformément aux dispositions de l'article 49 du CCAG EMO

Les réceptions partielles (par module dispensé) sont autorisées.

ARTICLE 20 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation de l'article 48 du CCAG-EMO et compte tenu de la nature des prestations aucun délai de garantie n'est prévu dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévue par ce marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité de cinq pour mille (**5‰**) du montant initial du marché par jour de retard. La pénalité est plafonnée à Dix pour Cent (10 %) du montant du marché ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures correctives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 22 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Dans le cadre de la formation continue dispensée à l'Académie, l'AIAC Mohammed VI se propose d'engager un organisme prestataire de formation répondant aux critères demandés et externalisées éléments de modules théoriques et pratiques sous la supervision du staff pédagogique de l'AIAC

Les cycles de formation continue sont de type Licence, d'une durée de 9 mois en présentiel et 3 mois de stage, et de type master organisé d'une durée de 20 mois en présentiel et 4 mois de stage.

La charge horaire totale d'enseignement pour le cycle licence ne doit pas dépasser 400heures de formation par an, et aussi celle du cycle master ne doit pas dépasser 400heures de formation par an.

Les filières des cycles Licence sont :

- Licence en Système Qualité Sécurité et Environnement
- Licence en Gestion de Production
- Licence en Ingénierie et Méthodes

Les filières des cycles Master sont :

- Master en Construction Aéronautique
- Master en Management du Transport Aérien
- Master en Systèmes Embarqués

Au cours de ces cycles, les étudiants de la formation continue sont initiés aux différents aspects de leur futur métier grâce à une alternance de cours Théoriques et pratiques harmonieusement organisée.

D'autres filières peuvent être proposées et lancées au début de chaque année par le staff pédagogique de l'AIAC. Le contenu des programmes de ces filières doit être communiqué au prestataire. Le prestataire, dans ce cas, comptabilisera les heures restantes par an en termes des honoraires des enseignements selon le nombre de classes en cours de formation dans l'année en cours, et communiquera à l'AIAC le nombre totale d'heures restantes dans le présent d'appel d'offres.

ARTICLE 23 : METHODOLOGIE

Différentes méthodes pédagogiques adoptées par l'AIAC devront être adoptées et utilisées par le prestataire durant cette formation pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixés, parmi lesquelles on citera :

- Travaux pratiques / Simulation ;
- Apprentissage assisté par ordinateur ;
- Etudes de cas ;
- Briefing / Débriefing ;
- Tests de progression ;
- Test final.

Durant la formation, et sous la supervision de l'AIAC, l'organisme prestataire devra faire des évaluations périodiques sur la base d'un calendrier arrêté en commun accord avec le responsable de la formation continue.

Après la fin de la formation, l'organisme prestataire devra faire une évaluation finale.

ARTICLE 24 : : REMUNERATION DES ENSEIGNANTS

La rémunération des honoraires des intervenants est faite par le prestataire.

- La rémunération des enseignants du cycle master doit être supérieure à 400dh par heure
- La rémunération des enseignants du cycle licence doit être supérieure à 300dh par heure

Un état de rémunération mentionnant les heures réalisées par chaque enseignant durant chaque mois, doit être signé par le prestataire et l'enseignant concerné et validé par le responsable de la formation continue de l'AIAC. Ces heures dûment signées feront l'objet d'une pièce justificative des honoraires des intervenants. Ces états signés doivent être déposées par le prestataire à l'entité chargée de la formation continue de l'AIAC.

En cas où ces états ne sont pas communiqués à l'AIAC, le prestataire prendra en charge ces dépenses relatives à la rémunération des intervenants. Ainsi, l'AIAC sera obligé à ne pas comptabiliser ces heures réalisées dans la formation et ne fera aucune rémunération dans ce sens.

ARTICLE 25 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le responsable de la formation continue de l'AIAC assure la coordination avec le prestataire pour le suivi pédagogique de la formation continue.

A cet effet, il est demandé à l'organisme de formation adjudicataire du marché de rendre compte régulièrement des actions réalisées, ainsi que de l'avancement des cours et des formations réalisées, le prestataire devra communiquer aussi la fiche de présence des élèves.

Le rapport précisera, pour chaque groupe, la progression réalisée, les difficultés rencontrées ainsi que les préconisations d'amélioration à l'issue de la formation.

ARTICLE 26 : LOGISTIQUE DE LA FORMATION

Lieu de formation

Le lieu de la formation est L'AIAC, celle-ci mettra à la disposition des enseignants les salles de cours équipées des data shows et assurera le suivi de cette formation.

Le prestataire doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement, la restauration et le transport de son personnel (formateurs ; instructeurs ; enseignants et autres) durant toute la période de la formation.

- **Formation théorique**

Les cours seront dispensés à l'AIAC, celle-ci mettra à la disposition des enseignants des salles de cours équipées de vidéoprojecteurs.

- **Formation pratique :**

La formation pratique sera dispensée à l'AIAC, celle-ci mettra à la disposition des enseignants les laboratoires et les équipements pratiques.

Documentation

Les supports pédagogiques de la formation théorique et tout document remis aux étudiants de la formation continue de l'AIAC sont à la charge du prestataire. Une copie Numérisée des supports pédagogiques sera remise à L'AIAC avant chaque cours

Le Titulaire est tenu de fournir les supports pédagogiques et en nombre suffisant pour tous les élèves.

Les supports pédagogiques doivent être conçus par des professionnels de la formation et leur contenu respecte les normes de pédagogie et de clarté les plus rigoureuses.

Les supports pédagogiques doivent contenir les cours ainsi que les ateliers exposés.

Les horaires de la formation :

La formation continue à l'AIAC est dispensée tous les weekends

(S) : Séances du samedi et dimanche

S1 : 09H00 - 12H15, S2 : 13H00 - 16H00

La formation continue à l'AIAC peut être dispensée les soirs de 17h00 à 20h00.

ARTICLE 27 : EVALUATION DE LA FORMATION ET OBLIGATION DU PRESTATAIRE

Le Prestataire doit dispenser une formation adéquate, tant au niveau théorique que pratique.

Il doit en outre désigner des intervenants qualifiés et spécialisés dans les domaines.
Les prestations de formation objet du présent marché se dérouleront en langue française avec une bonne maîtrise de la langue anglaise et outils informatique.

Le Prestataire s'engage également à veiller au respect du planning de formation arrêté d'un commun accord et au respect des objectifs de la formation définis dans les fiches de cours ;

Le prestataire doit prendre en charge tous les frais liés au tirage et à la reproduction de la documentation et des documents didactiques destinés aux élèves et devant servir de support à la formation théorique.

Formation théorique :

Le Prestataire est tenu de procéder à l'évaluation de la formation assurée à la fin des modules dispensés pour attester l'atteinte des objectifs de la formation. Le titulaire prend en charge la correction des copies d'examen.

(Les copies des examens et les notes seront remises à L'AIAC dans un délai ne dépassant 05 jours après l'évaluation. Cette évaluation portera sur :

- La liste des objectifs atteints pour chaque formation et identifier les écarts.
- Les objectifs pédagogiques ;
- Le déroulement de la formation ;
- La qualité de l'animation ;
- Le contenu de la formation ;
- La motivation et l'implication des participants.

Cette évaluation donnera lieu à la rédaction d'un rapport de synthèse qui sera remis à l'AIAC, à la fin de la formation.

Un rapport de synthèse est à adresser à l'AIAC portera sur les éléments suivants :

Les objectifs pédagogiques et opérationnels de la formation
La planification des sessions de formation
Le déroulement de la formation ;
La qualité de l'animation et les outils pédagogiques
Le contenu de la formation ;
La motivation et l'implication des élèves.

Le rapport de synthèse doit être communiqué, avec les copies d'examen au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours à compter de la date d'achèvement d'examen.
Des rattrapages peuvent être prévus et planifiés en commun accord avec le responsable de la formation continue de l'AIAC.

Formation pratique :

Une formation pratique sera faite aux différents laboratoires de l'AIAC pour compléter les cours théorique sous la supervision de l'équipe pédagogique de l'AIAC le prestataire est tenu de procéder à l'évaluation de la formation dispensée et selon la méthodologie adoptée par l'AIAC. Cette évaluation doit se faire à la fin de chaque phase pratique.

Toute formation considérée non conforme ou enseignant ne répondant pas à la qualité demandée par l'AIAC est à reprogrammer par le prestataire et par d'autre ressource.

Stage :

Le prestataire doit s'engager pour assurer le stage par alternance en milieu industriel aéronautique pour l'ensemble des étudiants.

ARTICLE 28 : VALIDATION /REPLACEMENT ET/OU RETRAIT DES ENSEIGNANTS

Une fois le marché adjugé, une commission pédagogique sera désignée par le directeur de l'AIAC, pour sélectionner et arrêter une liste finale d'intervenants par sélection du dossier (expérience professionnelle et certificats de formation et tout critère jugé pertinent par ladite commission) parmi les CV et profils proposés par le prestataire.

L'organisme prestataire de la formation devra respecter la liste des enseignants arrêtée par ladite commission répondant aux exigences précisées au niveau des dispositions particulières du présent marché et des profils demandés.

Cependant, tout enseignant ne donnant pas satisfaction devra être remplacé par le prestataire. En cas de force majeure ou incident grave, l'organisme prestataire pourra procéder au remplacement d'un enseignant après approbation par l'AIAC.

Le nouvel enseignant désigné doit répondre aux exigences précisées au niveau des dispositions particulières du présent document et des profils recherchés dans chaque élément de modules.

Il est à préciser qu'aucune indemnité ne peut être accordée au prestataire au cas où des coûts supplémentaires seraient occasionnés par le retrait ou le remplacement des intervenants.

ARTICLE 29 : DOCUMENTATION ET SUPPORT D'ANIMATION

Une réunion est tenue au début de chaque semestre entre l'entité chargée de la formation continue de l'AIAC et Le prestataire afin de valider le planning de déroulement de la formation, les fiches de formation, la liste des enseignants et les supports à imprimer.

ARTICLE 30 : STRUCTURE DE LA FORMATION

• Master en Construction Aéronautique

Module 1 : Mathématiques Appliquées

1. Probabilité et statistique
2. Analyse de données et Analyse des erreurs
3. Recherche opérationnelle

Module 2 : Mécanique des fluides et Thermodynamique

1. Mécanique des fluides
2. Thermodynamique

Module 3 : Aérodynamique et mécanique du vol

1. Aérodynamique
2. Mécanique du vol

Module 4 : Matériaux et structures Aéronautiques

1. Matériaux aéronautique
2. RDM
3. Calculs des structures

Module 5 : CFAO et METROLOGIE

1. Dessin industriel et CAO
2. Procédés de fabrication et FAO
3. Métrologie

Module 6 : Contrôles Non Destructifs CND**Module 7 : Logistique « Supply Chain »****Module 8 : Technologie et Structure avion**

1. Architecture avion, Atterrisseurs, Moteurs
2. Cellule et circuits
3. Structure avion

Module 9 : HQSE, réglementation et normes aéronautique

1. Réglementation et Normes aéronautiques
2. HQSE : Hygiène, qualité, Sécurité, Environnement

Module 10 : Langue & Gestion de projet

1. Anglais technique
2. Management des projets
3. Projet de fin d'études

- **Master en Management du transport Aérien**

Module 1 : Agent de trafic Flight dispatcher

Module2 : Fret

Module3 : Escale

Module4 : Sureté

Module5 : Piste

Module6 : Anglais

Module7 : Sécurité

Module 8 : Management

Module 9 : Management Aérien Superviseur

Module 10 : Management interculturelité

- **Master en systèmes embarques aéronautiques**

Module 1: Informatique industrielle et Technologie des Réseaux

Composant 1 : Architecture des systèmes à microcontrôleurs

Composant 2 : Filtrage numérique et DSP

Stratégies de programmation

MODULE 2: Conception et programmation C++

Composant 1 : Algorithmique et structures de données C

Composant 2 : Programmation langage C++

Module 3 : Systèmes temps réel et Systèmes à temps discret

Composant 1 : Systèmes temps réel

Composant 2 : Systèmes à temps discret

Module 4 : Microcontrôleurs et micro processeurs

Composant 1 : Architecture Microcontrôleurs et micro processeurs

Composant 2 : langage VHDL

Module 5 : Capteurs et instrumentation

Composant 1 : chaînes d'instrumentation

Composant 2 : Métrologie

Module 6 : Traitement de signaux numériques

Composant 1 : la théorie du signal

Composant 2 : Traitement de signaux numériques

Module 7 : Systèmes embarqués technique digitale

Composant 1 : les calculateurs

Composant 2 : Systèmes électroniques et digitaux embarqués

Module 8 : Bus de données /NORME ARINC

Composant 1 : Protocoles d'arbitrage

Composant 2 : bus usuels ARINC 429, 629, MIL-STD-1553, ARINC 636(FDDI), et AFDX

Composant 3 : Autres bus avioniques : MIL-STD-1773, ASCB et CSDB

Module 9 : Système universelle de navigation satellitaire GPS

Composant 1 : Les systèmes mondiaux de navigation par satellite

Composant 2 : Les réseaux GNSS permanents

Composant 3 : les méthodes de positionnement par satellite

Module 10 : Digital Avionics

Composant 1 : digital avionics et systèmes aéronautiques

Composant 2 : Fiabilité d'avionique numérique

Module 11 : Electronique avancée/CAO / PCB / GPAO

Composant 1 : modulation et de démodulation numériques

Composant 2 : techniques de conception de circuits imprimés rigides

Module 12: Anglais technique

Composant 1 : terminologie spécifique

Composant 2 : exploitation de la documentation technique

Module 13 : MANAGEMENT DE PROJETS ET MANAGEMENT DE LA QUALITE

Composant 1 : management de projets

Composant 2 : management de la qualité

Composant 3 : PFE

- LICENCE PROFESSIONNELLE EN INGENIERIE ET METHODES

OBJECTIFS

- Concevoir les gammes de fabrication & Nomenclature des produits et établir des prototypes
- Déterminer les procédures à suivre pour chaque fabrication et constituer les dossiers de fabrication
- Homologuer et Sélectionner les fournisseurs et les prestataires potentiels
- Etablir les programmes prévisionnels et les plannings de production
- Optimiser les moyens à mettre en œuvre, l'organisation du travail et les délais de fabrication
- Concevoir et réaliser des outils de suivi et d'analyse (tableaux de bord, graphiques...)
- Etudier une nouvelle implantation d'un atelier, préparer les investissements
- Rechercher des solutions pour améliorer les flux
- Améliorer l'ergonomie des postes de travail
- Promouvoir des outils ou des méthodes telles que 5S, TPM (Totale Productive Totale)...

COMPETENCES

- Maîtrise des outils d'aide à la conception et gestion de projet, CAO et DAO
- Maîtrise du domaine technique lié à l'activité (mécanique, usinage, chaudronnerie, soudure, électronique, électricité...)
- Maîtrise des outils spécifiques d'aide à la planification, conception et de gestion de projet (GPAO, PERT...)
- Conduite de projets
- Management d'équipe
- Aptitude à se conformer aux objectifs de la production
- Sens développé de l'organisation et de l'observation
- Capacité d'écoute, d'échange et de pédagogie
- Capacité d'analyse, de synthèse et de mémorisation d'informations techniques et organisationnelles
- Maîtrise de l'anglais

MISSION :

Dans la construction aéronautique, elle définit pour le personnel d'atelier les instructions de travail pour la fabrication ou l'assemblage d'un équipement aéronautique :

- A partir de la chaîne de production établir les instructions de travail pour le personnel de production en définissant les composants du produit, les procédures les plus rationnelles de fabrication, montages, tests, contrôles, inspections, les outils à utiliser, le temps d'exécution et les coûts de chaque opération, les références des pièces à aller chercher en magasin.

- Définir le cahier des charges des outillages à fabriquer
- Assurer le suivi de la production en atelier
- Proposer des améliorations de procédures ou d'outillages qui permettent une production dans les meilleures conditions de quantité, qualité, coûts et délais
- Résoudre les problèmes techniques (outillage, procédés de travail) que rencontre le personnel d'atelier en apportant une solution dans les délais pour éviter une rupture de production
- Veiller au respect des engagements : qualité, quantité, coûts, délais
- Compétences et qualités requises
- Analyser et synthétiser la documentation du Bureau d'Etudes ou du manuel de procédures,
- Définir les modes opératoires des opérations de production
- Choisir entre plusieurs modes opératoires celui qui est conforme aux meilleures conditions de qualité, quantité, coûts et délais
- Choisir les outillages les mieux adaptés
- Rechercher les meilleures conditions d'exploitation des outillages
- Etablir le temps d'exécution de chaque opération
- Etablir les coûts de matière et d'outillage pour chaque opération
- Améliorer la productivité et les coûts de revient
- Utiliser et mettre en place des logiciels de Conception et de Fabrication Assistées par Ordinateur (CFAO) (notamment CATIA V4/V5)
- Maîtriser l'anglais
- Travailler en équipe.
- Etre force de propositions

PROGRAMME

Modules
Fonction Méthodes
Définition de produits
Méthodes et outils de mesure
GPAO
Construction des coûts
Matériaux
Mise en forme des matériaux et RDM
Méthodes assemblage
Sécurité/Environnement
Management, travail en équipe, communication
Visites des sites industriels
Assurance qualité
Contrôles Non Destructifs
Méthodes programmation
Cartographie des processus
Traitements de surface

Réparation
Les outils d'amélioration continue
Prise de parole en public et soutenance d'un projet industriel
Anglais Général
Anglais Professionnel

• LICENCE PROFESSIONNELLE SUPPLY CHAIN EN AERONAUTIQUE

Module1 : Mise à niveau

- 1) Principes de la Gestion, de l'Economie et du Droit
- 2) Principes de la Communication,
- 3) Principes du Transport et de la Logistique et d'introduire les
- 4) Problématiques spécifiques liées aux transports et à la logistique.

Module2 : Management des organisations

- 1) Stratégie industrielle
- 2) Management de la chaîne de valeur
- 3) Responsabilité sociétale
- 4) Gestion des relations humaines et management des équipes
- 5) Droit des entreprises

Module3 : Management de la supply chain aéro

- 1) Management de la chaîne logistique globale
- 2) Pilotage et cartographie des flux
- 3) Système d'information et progiciels de gestion
- 4) Informatique
- 5) Logistique internationale et Incoterms

Module4 : Environnement Industriel aéro

- 1) Industrie aéronautique et spatiale
- 2) Structure d'un aéronef
- 3) Gestion des évolutions et des configurations techniques
- 4) Sûreté de fonctionnement
- 5) Soutien logistique intégré
- 6) Anglais professionnel

Module5 : Management industriel aéro et relations fournisseurs

- 1) Concepts et méthodes de la gestion de production
- 2) Management de projet industriel
- 3) Gestion des stocks et des approvisionnements
- 4) Achats industriels
- 5) Gestion de la sous-traitance

Module6 : Aide à la réussite

- 1) Méthodologie du mémoire universitaire
- 2) Management de projet
- 3) Projet personnel et professionnel

Module7 : Pilotage de la performance en industrie aéronautique

- 1) Contrôle de gestion industriel
- 2) Management de la qualité, Normes AS/EN 9100
- 3) Tableaux de bord

- 4) Lean Manufacturing
- 5) Modélisation d'entreprise

Module8 : Projet tuteuré

Rapport, Soutenance orale

Module9 : Stage (12 semaines) ou en alternance

Mémoire, soutenance orale

• **LICENCE PROFESSIONNELLE GESTION DE SYSTEME QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT**

Module 1 : Management : les concepts

Module 2 : L'Ordonnancement du travail PERT-GANTT

Module 3 : Gestion de Production Assistée par Ordinateur GPAO

Module 4 : Le Juste à Temps – J à T et la TPM

Module 5 : Lean management

Module 6 : Management des Ressources de Production MRP

Module 7 : La gestion des stocks

Module 8 : Gestion de projet

Module 9 : Méthode SMED

Module 10 : TPM Total productive maintenance

Module 11 : Le T.R.S « Taux de Rendement Synthétique »

Module 12 : Les bases de la qualité

Module 13 : Méthodes et outils de résolution de problèmes

Module 14 : Diagnostic et plan qualité

Module 15 : Entreprendre une démarche qualité

Module 16 : Outils qualité

Module 17 : Audit qualité

Appel d'offres ouvert N° 080/19/AOO

Prestation d'enseignement des matières des cycles de la formation continue de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

Concurrent

« Lu et accepté sans réserve »